

Liste des projets subventionnés en 2018-2019
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

Nom de l'organisme	Projet	Région	Aide financière
Priorité 1 : Développer et promouvoir l'utilisation des modes de prévention et de règlement des différends			
1. 7 à Nous	<p><i>Nœuds et conflits au Bâtiment 7 : vers la mise en place des Cercles restaurateurs</i></p> <p>Le projet vise la mise en place d'un processus de résolution des nœuds et conflits, y compris la production des outils. Ce processus sera participatif et s'inspire du modèle des Cercles restaurateurs.</p>	Montréal	30 000 \$
2. Institut Pacifique	<p><i>Projet de prévention et de règlement des différends pour les pairs en milieu de travail</i></p> <p>Ce projet a pour but de concevoir et mettre sur pied, au sein d'une organisation ou d'une équipe de travail (entreprise), une équipe constituée de salariés qui seront des ambassadeurs en matière de prévention et de règlement des différends auprès de leurs pairs. Les ambassadeurs seront sélectionnés, formés et accompagnés selon un processus préétabli.</p>	Montréal	42 000 \$
3. Justice alternative de l'Est	<p><i>La médiation citoyenne : un service accessible pour les citoyens</i></p> <p>Ce projet vise la création d'une nouvelle unité de médiation citoyenne dans le nord de la MRC de Maskinongé, territoire qui ne bénéficie pas de services de médiation citoyenne.</p>	Bas-Saint-Laurent	15 000 \$
4. Justice alternative et médiation (de Granby)	<p><i>Prévenir les conflits et les différends, c'est gagnant!</i></p> <p>En partenariat avec la Municipalité de Granby, l'organisme produira des capsules d'information illustrant des attitudes et des comportements de bon voisinage, et ce, en tenant compte des règlements municipaux. Ces capsules seront diffusées sur le site Web de l'organisme et sur les réseaux sociaux, et des séances d'information auront lieu.</p>	Montérégie	10 000 \$
5. Justice alternative Pierre-De Saurel	<p><i>Les conflits, les chicanes, s'en parler pour les régler et mieux s'entendre</i></p> <p>Le projet vise à sensibiliser les citoyens en matière de modes de prévention et de règlement des différends. Il consiste à faire la promotion du service de médiation citoyenne à Pierre-De Saurel.</p>	Montérégie	15 000 \$

Liste des projets subventionnés en 2018-2019
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

<p>6. Mesures alternatives jeunesse de Laval</p>	<p><i>Service d'accompagnement personnalisé en médiation citoyenne : quand la langue n'est plus une barrière!</i></p> <p>Ce projet a pour but de rendre accessible la médiation citoyenne aux personnes immigrantes lavalloises qui sont dans l'incapacité de s'exprimer en français et en anglais ou qui éprouvent de la difficulté à le faire, grâce à l'accompagnement de bénévoles capables d'agir à titre d'interprètes. Le projet comporte des activités de sensibilisation sur la médiation citoyenne et les modes de prévention et de règlement des différends, ainsi que des activités sur la prévention et la résolution des conflits ainsi que la communication interculturelle, dont la mise en ligne de capsules explicatives sous-titrées en anglais, en arabe, en créole et en espagnol.</p>	<p>Laval</p>	<p>47 200 \$</p>
<p>7. Mouvement Action-Chômage de Montréal inc.</p>	<p><i>Service de représentation pour les travailleuses et travailleurs lors des médiations aux normes du travail</i></p> <p>Ce projet consiste en un service d'accompagnement gratuit, par un avocat, pour les personnes ayant subi une perte d'emploi sans cause juste et suffisante, lors des séances de médiation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).</p>	<p>Montréal</p>	<p>49 000 \$</p>
<p>8. Ressources alternatives Maskinongé</p>	<p><i>La médiation citoyenne : un outil simple et accessible à tous</i></p> <p>Le projet consiste à former des médiateurs bénévoles au nord du territoire afin que les citoyens habitant les villages éloignés puissent aussi avoir accès à la médiation citoyenne plus facilement s'ils vivent des conflits de voisinage, interpersonnels, entre un ou plusieurs citoyens et/ou organismes, en milieu de travail ou autres.</p>	<p>Mauricie</p>	<p>15 000 \$</p>
<p>Priorité 2 : Les clientèles vivant des enjeux particuliers en matière d'accès à la justice</p>			
<p>9. Association canadienne pour la santé mentale, Saguenay</p>	<p><i>Implantation du Programme d'accompagnement justice et santé mentale, district judiciaire de Roberval</i></p> <p>Ce projet vise à offrir, dans le district judiciaire de Roberval, un service d'accompagnement pour les adultes, y compris les autochtones, présentant des problèmes de santé mentale. Ce programme leur offrira un suivi adapté grâce à la présence d'un professionnel répondant.</p>	<p>Saguenay– Lac-Saint-Jean</p>	<p>25 000 \$</p>

Liste des projets subventionnés en 2018-2019
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

<p>10. ACEF Centre de Montréal (Option consommateurs)</p>	<p><i>Accompagner les aînés dans le règlement de leurs différends grâce aux nouvelles technologies – phase 2</i> Ce projet a pour but de maintenir les interventions effectuées auprès des aînés ayant un problème avec un commerçant, tout en accentuant celles auprès des aînés victimes de maltraitance financière.</p>	<p align="center">Montréal</p>	<p align="center">47 700 \$</p>
<p>11. Centre Interligne</p>	<p><i>Clinique juridique pour personnes LGBTQIA2SNBP+</i> Ce projet vise à offrir un service gratuit de conseil et d'information juridique par téléphone, deux soirs par semaine, quatre heures par soir, pour les personnes LGBTQIA2SNBP+. Ce service aidera à déceler les principales difficultés en matière d'accès à la justice et à créer une formation pour l'équipe en intervention sur ces sujets.</p>	<p align="center">Montréal</p>	<p align="center">25 000 \$</p>
<p>12. Clinique NOVAlex</p>	<p><i>NOVAlex Nord/NOVAlex North</i> Ce projet est porté par la clinique NOVAlex, avec l'appui du cabinet d'avocats NOVAlex. Il consiste à appliquer leur modèle d'affaires aux communautés autochtones du Nunavik afin que ces dernières bénéficient de leurs services juridiques <i>pro bono</i> de manière durable. À cette fin, la Clinique NOVAlex créera des contenus traduits en inuktitut, adaptés et utiles à ces populations, elle organisera des rencontres en personne et à distance pour les Nunavimmiuts et elle assurera la prise en charge de dossiers, allant même jusqu'à la représentation à la cour.</p>	<p align="center">Montréal</p>	<p align="center">40 000 \$</p>
<p>13. Comité logement de la Petite Patrie inc.</p>	<p><i>Un projet mobile d'intervention auprès des locataires vulnérables pour venir à bout de l'insalubrité</i> Ce projet de service d'intervention et d'accompagnement pour les locataires vulnérables aux prises avec des problèmes d'insalubrité vise à résoudre ces problèmes en amont de la judiciarisation. Dans les cas où les propriétaires ne collaborent pas, il offre l'accompagnement aux locataires dans leurs démarches administratives et légales pour résoudre des conditions insalubres de logement qui mettent en danger la santé mentale et physique.</p>	<p align="center">Montréal</p>	<p align="center">49 200 \$</p>

Liste des projets subventionnés en 2018-2019
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

<p>14. Déclic, initiatives pour la formation et l'emploi des jeunes</p>	<p><i>Initiative pour l'accès à la justice chez les jeunes adultes en difficulté</i></p> <p>Le projet a pour objectif de créer un service d'accompagnement et d'assistance juridique pour les jeunes de 18 à 25 ans aux prises avec des problèmes de santé mentale, d'isolement, de toxicomanie ou de pauvreté. Il vise l'élaboration d'outils et d'ateliers pédagogiques favorisant l'acquisition d'une meilleure connaissance en matière de justice dans les domaines du droit du logement, du droit pénal et criminel, du droit de la famille, du droit du travail, et ce, tout en éduquant ces jeunes en matière de prévention et de processus de règlement des différends.</p>	<p align="center">Montréal</p>	<p align="center">25 000 \$</p>
<p>15. Juristes à domicile</p>	<p><i>Juristes à domicile en roulotte</i></p> <p>Ce projet a pour but de rapprocher les juristes d'une clientèle cible pour lui promulguer de l'information juridique. Grâce à une roulotte, les juristes se déplacent auprès des personnes vulnérables afin de leur offrir de l'information juridique personnalisée (formations et rencontres individuelles).</p>	<p align="center">Montréal</p>	<p align="center">24 500 \$</p>
<p>16. Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.</p>	<p><i>Programme d'accompagnement justice et santé mentale, district judiciaire de Drummond</i></p> <p>Ce projet consiste en un accompagnement clinique et judiciaire auprès des personnes présentant des indices de problèmes de santé mentale et un risque d'exclusion sociale. Il favorise l'adaptation du traitement judiciaire de ces personnes par le biais d'une prise en charge globale et partagée par les intervenants du milieu judiciaire et social.</p>	<p align="center">Centre-du-Québec</p>	<p align="center">19 700 \$</p>

Liste des projets subventionnés en 2018-2019
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

Priorité 3 : Offrir aux citoyens des services innovants favorisant l'accessibilité à la justice			
17. L'Autonhommie, centre de ressources sur la condition masculine Québec inc.	<p><i>Hommes en situation de rupture conjugale et accès à la justice</i></p> <p>Ce projet vise à faciliter l'accès à la justice à des hommes en rupture conjugale, démunis sur le plan socioéconomique et moins scolarisés. Le projet se propose d'agir en amont pour joindre cette clientèle vulnérable. Il consiste en un accompagnement individuel et en groupe et selon une approche multidisciplinaire afin de fournir à ces hommes l'occasion de partager leur réalité avec d'autres hommes dans la même situation.</p>	Capitale-Nationale	31 400 \$
18. Carrefour aliénation parentale Québec	<p><i>La Boussole psychojudiciaire de l'aliénation parentale</i></p> <p>Le projet prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sensibiliser les parents sur les réseaux médiatiques et par des cliniques d'information psychojuridique; • organiser des soirées éducatives (aspects juridique et psychologique); • offrir un accompagnement individuel pour aider les parents à bien se préparer pour une rencontre avec leur avocat. 	Montréal	50 000 \$
19. Centre Roland-Bertrand	<p><i>Programme d'accompagnement justice et santé mentale, district judiciaire Saint-Maurice, secteur Shawinigan</i></p> <p>Le projet consiste à adapter le traitement judiciaire des personnes présentant des indices de problématiques en santé mentale par le biais d'une prise en charge globale et partagée par les intervenants du milieu judiciaire et social.</p>	Mauricie	40 000 \$
20. Clinique juridique du Mile End	<p><i>Programme d'accompagnement à travers les modes de justice et de préparation à la cour</i></p> <p>Le projet vise à implanter un service d'assistance sociojuridique pour les personnes éprouvant des difficultés personnelles et ayant à se représenter seules dans un processus juridique. Parmi les services offerts, le projet comportera un programme de simulation de procès et de médiation, de la préparation de preuve et procédures, de l'accompagnement à la cour, en médiation ou dans un autre mode amiable de règlement, ainsi qu'un soutien psychosocial. Des outils en langage clair seront créés pour répondre aux besoins de la clientèle.</p>	Montréal	49 300 \$
Total de l'aide financière :			650 000 \$

Liste des projets subventionnés en 2018-2019
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice